

Le Monde, 6 octobre 2023

Les syndicats, un rempart fragile contre l'extrême droite

Michel Noblecourt

Alors que la formation de Marine Le Pen devrait faire figure d'épouvantail pour les sympathisants de ces organisations, leur vote en sa faveur aux derniers scrutins présidentiels progresse irrésistiblement.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/10/06/les-syndicats-un-rempart-fragile-contre-l-extreme-droite_6192714_3232.html

Lors de son premier tête-à-tête avec Emmanuel Macron, le 29 août, Sophie Binet l'a mis en garde. La nouvelle secrétaire générale de la CGT a insisté sur le fait que « *son action risquait de contribuer à l'arrivée au pouvoir du Rassemblement national [RN] en 2027* ». « *A force de ne pas tenir compte de l'avis des organisations de salariés, et de l'opinion, a-t-elle ajouté, selon ses dires, beaucoup de femmes et d'hommes vont considérer qu'il n'y a pas d'autre alternative que Marine Le Pen.* » Au sein de [l'intersyndicale dite « G8 » \(CFDT, CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, UNSA, FSU, Solidaires\)](#), qui a bataillé en vain pour obtenir le retrait de la réforme des retraites, l'échec a été cruellement ressenti, et beaucoup redoutent le scénario catastrophe d'une victoire de l'extrême droite à la présidentielle de 2027.

Depuis des années, les syndicats relèvent, lors des scrutins présidentiels, une progression, qui semble irrésistible, du vote de leurs sympathisants – à l'image de l'électorat populaire – en faveur de l'extrême droite. En 2022, selon un sondage sorti des urnes d'Harris Interactive, M^{me} Le Pen a recueilli 31 % des suffrages chez les sympathisants de FO (+ 7 points par rapport à 2017), 29 % à la CFTC (+ 15), 22 % à la CGT (+ 7), 19 % à l'UNSA (+ 5), 17 % à la CFE-CGC (+ 4), 15 % à la CFDT (+ 8), 14 % chez Solidaires (+ 1) et 10 % à la FSU (+ 1).

Un résultat d'autant plus paradoxal que l'extrême droite devrait faire figure d'épouvantail tant elle a affiché avec constance à l'égard du syndicalisme une hostilité qui puise ses racines dans l'idéologie du régime de Vichy. Celui-ci avait interdit les syndicats et promulgué la Charte du travail, en octobre 1941, avec l'ambition de « *rompre définitivement avec le vieux système de lutte de classe* ». En 2007, le programme du Front national (FN) dénonçait un syndicalisme

« dévoyé et moribond (...), un des obstacles majeurs aux réformes nécessaires de la société française ».

Syndicalistes débauchés

En 2017, comme en 2022, M^{me} Le Pen a prôné « *une grande réforme des syndicats* », avec des mesures dignes de la conservatrice britannique Margaret Thatcher : vote préalable des salariés à tout arrêt de travail et interdiction des piquets de grève. « *Les syndicats, a renchéri Louis Alliot, maire RN de Perpignan, en août 2022, sont les croque-morts du monde économique et du travail, ils ne servent à rien.* » Et en octobre 2022, le RN a déposé un amendement, rejeté, pour interdire aux étrangers de se présenter aux élections professionnelles. Pour son autrice, Laure Lavalette, députée du Var (RN), il s'agissait d'« *éviter toute tentative d'ingérence étrangère ou de revendication communautariste* ».

Pour combattre le syndicalisme, l'extrême droite a varié. En 1997, elle avait présenté des candidats aux élections prud'homales. Ses dix-huit élus ont tous été invalidés en raison de leur dépendance à un parti. A la même époque, elle a créé des syndicats – Front national-Police, Front national-RATP, Force nationale pénitentiaire, etc. –, interdits, là encore, comme « *instruments d'un parti politique* ». Elle a ensuite joué l'entrisme en pénétrant des syndicats réputés faibles (CFTC, CFE-CGC).

Mais elle s'est heurtée à une résistance des appareils syndicaux. En recourant à ce que Solidaires a appelé « *une stratégie de vautour* », ciblant l'électorat populaire, elle a ensuite débauché des syndicalistes qui ont porté ses couleurs à des élections en affichant leurs étiquettes syndicales – six aux cantonales de 2011 (CGT, CFDT, CFTC, FO, SUD), vingt-neuf au scrutin départemental de 2015. [Le cas le plus emblématique a été celui du cégétiste Fabien Engemann](#), venu de l'extrême gauche, maire FN d'Hayange, en Moselle, en 2014, aujourd'hui suppléant du député RN du département, Laurent Jacobelli. Député RN de l'Oise, [Philippe Ballard](#) s'est présenté comme « *responsable syndical CFTC* ».

Pillage des revendications

Depuis dix ans, l'extrême droite, qui fait son miel de la misère sociale, se livre à un pillage des revendications syndicales, qu'il s'agisse du pouvoir d'achat ou de la retraite à 60 ans. « *Quand je fais un meeting, raconte un militant de FO, des camarades me signalent la présence d'espions du RN. On retrouve dans leurs tracts un copier-coller de nos revendications.* » Pour Pascal Debay, qui a piloté un collectif CGT de lutte contre l'extrême droite, celle-ci a « *un discours caméléon, sachant aussi bien s'adresser aux ouvriers sidérurgistes en Moselle qu'aux artisans du Var* ». M. Debay anime des formations spécifiques, fiches pédagogiques et solides argumentaires à l'appui, pour « *démasquer les mensonges* » du RN. La CFDT, la FSU et Solidaires utilisent aussi l'arme de la formation. Des

responsables de la CGT, de l'UNSA, et même de la CFDT s'alarment d'une libération de la parole dans des assemblées de syndiqués, où certains n'hésitent pas à dire qu'ils se retrouvent dans des idées de l'extrême droite.

En 2002, quand Jean-Marie Le Pen s'était hissé au second tour de la présidentielle, les syndicats – sauf FO – avaient manifesté ensemble massivement. Rien de tel en 2017 et en 2022, où les syndicats ont appelé, au deuxième tour (à l'exception de FO et de la CFE-CGC) à voter contre M^{me} Le Pen. Mais [seules la CFDT et l'UNSA ont préconisé un vote Macron. Le 17 mars 2011, la CFDT, la CGT, la FSU, l'UNSA et Solidaires avaient dénoncé en commun la préférence nationale, « antinomique avec les valeurs fondamentales du syndicalisme »](#). Le 5 juin 2015, quelques mois après l'attentat contre *Charlie Hebdo*, sept organisations – CFDT, CGT, CFTC, CFE-CGC, UNSA, FSU et Solidaires – avaient publié [un texte historique](#) invitant à « *barrer la route au populisme, aux idées d'extrême droite* ». Mais, de l'avis même de ses auteurs, cette déclaration a été sans suite. Aujourd'hui, l'intersyndicale, unie contre les retraites, s'avère bien incapable de s'exprimer d'une seule voix contre l'extrême droite. Le rempart du syndicalisme est bien fragile.